



EIDGENÖSSISCHE KOMMISSION FÜR AUSLÄNDERPROBLEME (EKA)
 COMMISSION FÉDÉRALE POUR LES PROBLÈMES DES ÉTRANGERS (CFE)
 COMMISSIONE FEDERALE PER I PROBLEMI DEGLI STRANIERI (CFS)

Procès-verbal résumé de la séance du bureau du 7 décembre 1992

(Procès-verbal no 117)

Début: 09 h 30
 Fin: 12 h 15

Présidence: M. Fulvio Caccia
 Conseiller national

Membres: Mmes Denise Boudry Wyss
 Nicole Ghali
 Ana Maria Witzig-Marinho
 MM. Karl Aeschbach
 Daniel W. Hefti
 Urs Köppel
 Sigisbert Lutz

Administration: OFE M. Alexandre Hunziker,
 Directeur

Excusés: MM. Walter Kurmann
 Alfonso Lorente

Secrétariat de la CFE: MM. René Riedo
 Georges Assima
 Mme M. Letizia Ciardelli

* * *



- 2 -

Point 1 de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal de la séance du 7 septembre 1992

Le procès-verbal est adopté.

* * *

Point 2 de l'ordre du jour

Communications

Les membres ont à leur disposition un document du secrétariat.

M. Lutz souligne que le résultat de la votation sur l'EEE n'est pas bon pour le travail de la CFE, mais ne doit pas la décourager dans son effort pour l'intégration sociale. Il informe également les membres du succès de la conférence de presse à Zurich pour la sortie du livre "Donne italiana in Svizzera", au cours de laquelle il représentait la CFE.

M. le Président signale le début des discussions, annoncées en plénière par le Secrétaire général du DFJP, sur la réorganisation des commissions fédérales pour les questions des réfugiés et des étrangers, parallèlement au projet de créer une commission sur le racisme; la séance de l'après-midi permettra d'en parler plus en détail. Pour sa part, il a déjà eu des entretiens, sur les aspects plus politiques, au niveau du Secrétaire général.

* * *

Point 3 de l'ordre du jour

Poursuite de la collaboration avec la fondation Pro Helvetia (PH)

Les membres ont à leur disposition une note du secrétariat.

M. Riedo relève la médiocre qualité de la collaboration Pro Helvetia - CFE, la fondation passant souvent outre à nos préavis, dans un sens ou dans l'autre. Cette mauvaise ambiance se répercute sur les services d'aide aux étrangers, qui n'ont pas les moyens de s'investir à fond dans la mise au point de dossiers qui n'aboutiront pas; conséquence: une seule demande de leur part en 1992. De plus, Pro Helvetia apporte des modifications matérielles à notre projet de guide; la plus importante (1er paragraphe) concerne le préavis de la CFE, qui deviendrait facultatif, la seconde concerne la suppression du dernier paragraphe (page 3), qui laisserait la voie ouverte à des projets orientés politiquement. Une autre modification, moins importante, concerne l'introduction de la possibilité de subventions pour des organes de presse / publications journalistiques uniques ou en voie de lancement. Or sans base claire, la collaboration avec PH absorberait trop de temps pour un résultat aléatoire.

- 3 -

M. Köppel partage le point de vue du secrétariat, en refusant l'abaissement de la valeur des préavis de la CFE, et craint les risques de dérapages vers la politique. M. Aeschbach rejoint cette analyse et propose d'insister, auprès de la fondation, sur l'importance du préavis de la CFE, même si elle prétend être quelquefois plus ouverte que nous.

M. le Président conclut en proposant la démarche suivante: la CFE interviendra par écrit auprès de la fondation pour que le préavis de la CFE soit systématiquement sollicité, et que les désaccords soient réglés lors d'une nouvelle consultation; de plus, un arrangement devra être recherché sur le dernier paragraphe (mouvements dont le comportement est susceptible de contrarier l'intégration). En cas d'échec, on sera obligés d'arrêter cette collaboration.

* * *

Point 4 de l'ordre du jour

Procédure de consultation sur la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant

Les membres ont à leur disposition un projet du secrétariat.

M. Assima distribue une nouvelle page 4, complétant le projet à partir de propositions de membres intervenues après l'expédition du document. Aux points "regroupement familial, droit à l'éducation jusqu'à la formation professionnelle et scolarisation des enfants de langue étrangère", s'ajouterait donc un point sur l'excision et autres pratiques traditionnelles abusives.

Mme Boudry Wyss soutient fermement cette prise de position complémentaire qu'elle juge bienvenue.

M. le Président souhaite que le texte soit désormais repris, pour ce qui est des références à l'EEE; le travail pour l'Eurolex a certes l'avantage d'exister, mais le risque de référendum n'est pas à exclure si certains devaient juger qu'on va trop loin, en reprenant certaines de ses dispositions sans bénéficier désormais de la réciprocité.

M. Aeschbach fait valoir qu'il serait approprié de mentionner que le statut actuel de saisonnier est indépendant de la satisfaction des besoins de travailleurs saisonniers de l'économie.

Le bureau adopte le texte du projet de prise de position ainsi complété.

* * *

- 4 -

Point 5 de l'ordre du jour

Situation dans l'ex-Yougoslavie - Répercussions pour l'immigration

Les membres ont à leur disposition une note et un projet de communiqué de presse du secrétariat.

La poursuite du dialogue entre la CFE et les communautés de l'ex-Yougoslavie

M. Köppel préconise un dialogue bilatéral équilibré entre la CFE et des responsables de chaque communauté, auquel il serait prêt à participer, pour recréer le climat de confiance passé.

M. le Président rappelle sa rencontre, il y a un an, avec le père Todorovič. Il en avait retiré une bonne impression et avait apprécié son souci de prêcher la modération auprès de l'Eglise orthodoxe en Serbie. Au plan international, plusieurs rapports reconnaissent néanmoins que les exactions les plus graves sont imputables aux Serbes, sans pour autant disculper totalement les Croates, si l'on se réfère à certains événements en Bosnie. En tout état de cause, M. le Président est disponible pour rencontrer tous les interlocuteurs qui y seraient intéressés dans un esprit de dialogue.

Concernant les Kosovars, M. Riedo fait remarquer qu'ils jouissent d'une reconnaissance assez générale, et notamment la LDK: Ligue Démocratique des Albanais du Kosovo. Mais les travailleurs se heurtent à des problèmes très spécifiques: les saisonniers ont, par exemple, besoin à la fois d'une assurance d'entrée pour l'année suivante et d'un passeport valable. Or les autorités serbes soulèvent toutes sortes d'obstacles lors de son renouvellement: exigence d'une déclaration de fidélité à la "Grande Serbie", vérification de l'accomplissement des obligations militaires, vérification d'un éventuel engagement politique dans la famille, pour l'obtention de la prolongation du passeport.

M. Hunziker confirme l'application de la règle universelle et générale, selon laquelle la validité d'un passeport doit être de 6 mois au moins, au moment où un visa d'entrée y est apposé; ceci permet malheureusement aux autorités du pays d'origine de faire plus facilement pression sur les saisonniers. Par ailleurs, M. Hunziker comprend que la multiplication rapide de faux documents ait pu rendre les autorités de police suisses de plus en plus méfiantes et ait durci quelquefois leur position envers des étrangers de bonne foi.

M. Aeschbach soutient, pour sa part, l'idée d'un élargissement des relations de la CFE avec l'immigration, en direction des Kosovars, avec lesquels l'USS est déjà en liaison, et dont elle appuie la revendication de ne pas être exclus des zones de recrutement traditionnelles.

Concernant le projet de communiqué de presse, M. Lutz estime que, face à la coïncidence d'événements majeurs qui marquent l'actualité dans le domaine des étrangers, il est essentiel que les

- 5 -

destinataires d'un communiqué de presse comprennent clairement de quoi il s'agit, ce qui plaide en faveur de plusieurs communiqués, avis que ses collègues partagent.

En conclusion, le bureau décide

1. la publication d'un communiqué de presse spécifique sur les sujets propres à l'ex-Yougoslavie;
2. la poursuite du dialogue sur le plan bilatéral, dans la mesure où il sera souhaité par nos interlocuteurs de cette région;
3. le maintien de la formule de nos conférences régulières avec les délégués de l'immigration qui restera multilatérale et s'élargira à des représentants des Kosovars. Si nous ne parvenons pas à rallier nos partenaires à ce point de vue, il n'y aura pas de conférences séparées.

Eclatement des structures des cours de langue et de culture

M. Riedo fait état de l'avis de M. Kurmann, selon lequel il est essentiel de mettre les enfants à l'abri de l'endoctrinement des parties au conflit. On y parviendra en mettant sur pied de nouvelles structures officielles avec des personnes de confiance; de telles dispositions sont indispensables pour les petits Kosovars, dont les cours dépendent de la partie serbe, mais ce besoin est également ressenti par de nombreux membres de celle-ci. Le père Todorovic pourrait jouer un rôle dans ce domaine pour assurer l'indépendance des cours de langue et de culture serbe.

M. le Président insiste sur la nécessaire indépendance idéologique des cours de langue et de culture en général, et estime que les efforts déjà entamés dans ce sens, notamment pour les Kosovars, méritent d'être soutenus.

M. Riedo fait, en plus, état de la précarité de la situation matérielle des enseignants étrangers, même officiels. Les autorités serbes ne parviennent plus à verser des salaires leur permettant de justifier un revenu suffisant en Suisse. Les parents sont sollicités, mais aussi, et sur un autre plan, le petit crédit et le travail au noir. Les services officiels suisses concernés ne devraient-ils pas se concerter pour arrêter leur attitude sur les questions concernant le fonctionnement de ces cours, liées à la nouvelle situation (permis de travail, entretien des enseignants, etc.)?

M. Hunziker pense que ces cas relèvent avant tout de la compétence cantonale. D'autres pays connaissent ce genre de problèmes matériels, et jusqu'aux diplomates. Il se pose aussi la question du partenaire étranger avec qui dialoguer: s'agira-t-il de l'ambassade, d'autres interlocuteurs? Les Croates et les Slovènes ont, quant à eux, des représentations officielles en Suisse.

Pour M. Aeschbach, les enseignants des enfants du Kosovo devraient pouvoir aussi se voir reconnaître un statut légal, même s'il faut recourir à des personnes qui exercent un autre travail à côté à temps partiel; le soutien des parents est de même à prendre en compte. Traduisant le point de vue de M. Kurmann, M. Riedo fait valoir que l'encadrement extra-scolaire des élèves, les relations avec les parents et l'école suisse militent en faveur d'enseignants engagés à plein temps dans leur tâche. Ce qui est donc essentiel paraît être l'existence d'une garantie concernant le versement du salaire, et la possibilité pour des organismes privés de se substituer à l'Etat étranger en cas de défaut de paiement.

En conclusion, le bureau se prononce pour la recherche concertée de solutions pragmatiques, entre la CDIP, l'OFE et la CFE, en vue de promouvoir des structures et modalités de financement pour les cours de langue et de culture, adaptées aux nouvelles conditions que connaît l'immigration de l'ex-Yougoslavie.

Problématique de la circulation des travailleurs entre l'ex-Yougoslavie et la Suisse

M. Hunziker est confronté, à une semaine du départ massif des travailleurs du bâtiment, aux conséquences générales de l'introduction du visa de transit à travers l'Autriche; côté suisse, une solution est recherchée avec notamment notre secrétariat général, l'OFIAMT et les Douanes, ce qui l'amènera à s'absenter en cours de séance. A cette situation s'ajoute, d'une manière générale, la peur de nombreux "ex-Yougoslaves" de traverser les territoires contrôlés par l'adversaire.

M. Aeschbach signale que l'USS a d'ores et déjà demandé une prolongation, à titre humanitaire, du permis de séjour pour l'entre-saison, et de crainte que les travailleurs restent bloqués chez eux en cas d'extension du conflit. Mais M. Hunziker pose la question du travail des personnes concernées dans la période de chômage que nous vivons. Certains chefs des polices cantonales des étrangers ont trouvé, lors d'une récente rencontre, qu'on va trop loin et qu'on devrait peut-être stopper les recrutements dans ces régions; cet avis est cependant combattu par les départements de l'économie publique. Seules 4'000 demandes de prolongation jusqu'au 30 avril, dans le cadre des mesures spéciales pour l'hiver 1992/1993, ont été enregistrées à ce jour.

M. Riedo insiste sur le fait que la période d'instabilité actuelle et les actions en faveur de groupes spécifiques ne sauraient porter préjudice au droit de visite ordinaire en Suisse, au détriment des autres communautés (Croates, Serbes, Kosovars). On ne peut pas à la fois voir accordé le regroupement familial à certains bénéficiaires de l'asile et refuser le droit de visite à un naturalisé offrant toutes les garanties, ou en posant des conditions absurdes à l'octroi d'un visa de touriste. Nos partenaires ne comprendraient pas que la CFE reste muette.

- 7 -

Mme Witzig dénonce des comportements quelquefois insupportables des autorités responsables, allant jusqu'à mettre à la porte des représentants des étrangers. Ici, l'égalité entre femme et homme est bafouée au détriment de la femme titulaire d'un permis B, qui a moins de chances, à garanties égales, de bénéficier du droit de visite pour sa famille; là, c'est un Kosovar, père de 6 enfants, qui doit en renvoyer 2 au pays, parce qu'il ne gagne pas assez.

Prenant en compte la convergence de vue sur le fond entre tous les participants, le bureau adopte la position selon laquelle, la CFE:

1. prendra position dans le communiqué de presse sur l'ex-Yougoslavie en faveur de l'exercice du droit de visite ordinaire;
2. s'adressera dans ce sens, dans une lettre commune, aux directeurs cantonaux de la police;
3. reviendra, au besoin, à la charge au niveau des cantons où l'exercice du droit de visite créerait encore des problèmes.

* * *

Point 6 de l'ordre du jour

Publication du rapport d'activité 1992 de la CFE avec un communiqué de presse.

Les membres ont à leur disposition un projet du secrétariat.

Concernant l'EEE, M. Hefti doute qu'il soit opportun de s'exprimer sur le vote négatif du souverain; d'autres membres se contentent de juger des termes tels que "mit Bedauern" comme trop forts. Mais M. Köppel fait notamment remarquer que nos partenaires sur le terrain ne comprendraient pas notre silence sur cette votation.

M. le Président a retiré de sa participation à la campagne référendaire le sentiment que la libre circulation des personnes a été beaucoup utilisée comme épouvantail, comportement qui a également choqué Mme Boudry Wyss. Selon Mme Witzig, tout communiqué de presse devrait aussi être conçu, comme un geste d'intégration sociale en direction des Suisses, domaine qui demandera encore beaucoup d'efforts à l'avenir.

En conclusion, le bureau décide de se limiter à deux communiqués. Le premier, consacré aux incidences des affrontements dans l'ex-Yougoslavie, sera un appel au dialogue et à la tolérance établi sur la base du projet du secrétariat et des discussions du bureau (cf. point 5 de l'ordre du jour). Quant au rapport d'activité 1992 de la CFE, il sera diffusé auprès des médias avec un second communiqué abordant les grands problèmes actuels et les perspectives du travail d'intégration; la votation du 6 décembre y sera évoquée sans développements ni emphase.

* * *

- 8 -

Point 7 de l'ordre du jour

Dates des prochaines séances du bureau en 1993

lundi 8 mars / mardi 1 juin

lundi 27 septembre / lundi 6 décembre

* * *

Point 8 de l'ordre du jour

Divers

La parole n'est pas demandée.

Le rédacteur:



Georges Assima

Berne, le 19 février 1993

Ausschuss-Sitzung vom 7. Dezember 1992 / Traktandum 5

Notiz des Sekretariates

1. Die Spannungen unter den verschiedenen ethnischen Gruppen aus dem ehemaligen Jugoslawien scheinen zusehends grösser zu werden. Die Anschuldigungen richten sich nicht nur gegen die Serben; auch das Misstrauen der islamischgläubigen "Jugoslawen" gegenüber den Kroaten wächst. Die Reaktionen der Kroaten auf die Gebetswoche der serbisch-orthodoxen Kirchgemeinde in der Schweiz ist hierfür bezeichnend. Pfarrer Todorovic wurde der Heuchelei bezichtigt; er beabsichtige mit der Gebetswoche nur ein Täuschungsmanöver; er habe die gleichen Ideen und Ansprüche wie Karadzic oder Milosevic. Die EKA hatte die Initiative von Pfarrer Todorovic begrüsst und in einem Schreiben des Präsidenten die Kommissionsmitglieder, Ausländerdienststellen und Ausländerdelegierte aufgerufen, an der einen oder anderen Gebetsstunde teilzunehmen. Die EKA erntete damit seitens der Kroaten heftige Kritik. Kroatische Proteste und Forderungen werden auch an andere Kreise gerichtet. Die SRG-Radiosendung für Jugoslawen in serbo-kroatischer Sprache (eine bewährte Sendung, moderiert von einer Kroatin) wird strittig gemacht; Teletext und Tageszeitungen werden der einseitigen und ungenauen Berichterstattung beschuldigt; im Rahmen des WBO-Projektes der EKA für Portugiesen, Türken, Kosovoalbaner, Kroaten und Serben wurde beanstandet, dass die Informationsveranstaltungen am gleichen Tag im gleichen Gebäude obwohl zeitlich gestaffelt stattgefunden hatten (Inhalt des Vorwurfs: Serben und Kroaten hätten sich beim Hin- oder Rückweg begegnen können!). Die Kroatenmissionare tragen leider zu dieser Welle der Anschuldigungen und Missgunst bei.

FAZIT:

- Sollte die EKA in einem Pressecommuniqué nicht zu mehr Toleranz und Dialogsbereitschaft aufrufen?
 - Wie hat sich die EKA fortan bei den halbjährlichen Treffen der Ausländerdelegierten zu verhalten? Wer sollte seitens der ehemaligen Jugoslawen eingeladen werden? (Bisher waren jeweils der Kroatische Kulturverein und die serbisch-orthodoxe Kirchgemeinde vertreten. Die Albanischsprachigen organisieren sich seit knapp zwei Jahren im Demokratischen Verein der Kosovo-Albaner in der Schweiz).
2. Die bisherigen Strukturen des Zusatzunterrichtes in heimatlicher Sprache und Kultur für Schulkinder haben sich weitgehend aufgelöst.

- 2 -

- Kroaten, Serben und Albaner sind bemüht, eigene ethnisch und sprachlich reine Strukturen und Unterrichtsinhalte zu schaffen. Davon betroffen ist auch die Lehrerschaft. Auf allen Seiten soll sich Chauvinismus breit machen, welcher den Bemühungen um ein friedliches Zusammenleben oder zumindest um ein friedliches Nebeneinanderleben zuwiderläuft.
- Serbien hat offenbar die Verträge mit den albanischsprachigen Lehrern aufgelöst. Die Nachfrage nach dem bisherigen Kursangebot war in letzter Zeit ohnehin bescheiden, und die Lehrer hatten bereits seit Monaten keinen Lohn mehr erhalten. Gleichzeitig bemüht sich nun ein Hochschulprofessor aus Kosovo um den Aufbau neuer Strukturen. Er erhielt hierfür ein einjähriges Dauervisum, womit er ungehindert einreisen kann. Der Unterricht soll ausschliesslich von den Eltern finanziert werden. Als Lehrkräfte sind pädagogisch ausgebildete Eingebürgerte oder anerkannte Flüchtlinge mit mindestens fünfjähriger Unterrichtserfahrung vorgesehen.
- Der serbische Zusatzunterricht steht unter starkem Einfluss einer grosserbisch denkenden Persönlichkeit. Diese Person ist bemüht, den ganzen Lehrkörper (auch jene in der Erwachsenenbildung) ethnisch zu "säubern". Was die Entlohnung betrifft, so ist diese nicht mehr gesichert. Seit kurzer Zeit soll diese je zur Hälfte von den Eltern und vom Herkunftsstaat bezahlt werden. Serbien kommt dieser Verpflichtung angeblich nicht mehr nach. Im Arbeitsvertrag, welcher zusammen mit dem Gesuch um eine fremdenpolizeiliche Bewilligung eingereicht wird, ist weder die Zweiteilung noch die Zahlungsunfähigkeit ersichtlich. Die Lehrerschaft versucht laut vertraulichen Informationen, den Lebensunterhalt mit Almosen, Aufnahme von Krediten und Schwarzarbeit zu gewährleisten.
- Serbische Kreise in der Schweiz sind bemüht, einen eigenen Zusatzunterricht aufzubauen. Zu diesem Zweck wurden Vereine gegründet. In verschiedenen Kantonen konnte dieser Unterricht mit logistischer Unterstützung der örtlichen Schulbehörden bereits realisiert werden; andere Kantone setzen offenbar nach wie vor allein auf den staatlichen Zusatzunterricht.

FAZIT:

Wie verhält sich die EKA gegenüber den wenig transparenten und unstabilen Verhältnissen? Ist es sinnvoll, an Lehrkräfte Aufenthaltsbewilligungen zu gewähren, deren Unterricht eher gemieden und deren Lebensunterhalt nicht gewährleistet ist?

3. In letzter Zeit mehren sich die Appelle an die Behörden, vermehrt Leute aus Bosnien (über die Wintermonate) aufzunehmen. Ungelöst ist aber auch die Visumsproblematik für Angehörige aller Regionen (ausser Slowenien). Gesuchsteller sehen sich nach wie vor in der Situation, nähere Verwandte nicht mehr wie in früherer Zeit zu Besuchsaufhalten ein-

- 3 -

laden zu dürfen. Davon betroffen sind auch Niedergelassene und Eingebürgerte. Die Situation scheint sich mit dem Kreisschreiben des EJPD vom 1. Juli eher noch verschärft zu haben (siehe Beilage). Ist es gerechtfertigt, einem hier integrierten, sozial gut situierten Ausländer gerade auf die Festtage hin die Einreise z.B. einer volljährigen/verheirateten Tochter oder einer betagten Mutter zu verweigern? Verschiedentlich hört man den Vorwurf, man hätte in der Vergangenheit die Ostblockstaaten kritisiert, Familienkontakte mit dem eisernen Vorhang systematisch zu unterbinden und nun betreibe man über die Visapraxis eine ähnliche Politik. Ernüchtend ist auch der Umstand, dass behördliche Deklarationen an Sitzungen den offenbar in den Praxis gemachten Erfahrungen oft diametral gegenüberstehen. Nach Angaben aus verschiedenen Kantonen werden Gesuche um Besuchsaufenthalte auch mit grosser Gemächlichkeit behandelt. Die Ausländerdienststellen vermuten dahinter eine gezielte Entmutigungstaktik. Zweifellos sind die Umstände in dieser Sache nicht einfach (Gefahr von Fürsorgekosten und massiven Einreisen).

FAZIT:

Trotz der ambivalenten Problematik muss man sich fragen, ob die EKA sich dieser Problematik gegenüber stumm verhalten kann. Es ist ganz offensichtlich: die Partner der EKA erwarten eine Stellungnahme.

4. Die Vereinstätigkeit der albanischsprachigen "Jugoslawen" war bis 1990 durch Repressionen weitgehend lahmgelegt. 1990 wurde der Demokratische Verein der Kosovo-Albaner in der Schweiz (LDK) gegründet. Nach Angaben von führenden Vereinsvertretern gibt es 48 Sektionen mit insgesamt rund 20'000 Mitgliedern. Nach deren Schätzungen sollen rund 100'000 albanischsprachige "Jugoslawen" in der Schweiz arbeiten (inklusive Saisoniers). Neben dem LDK bestehen offenbar noch kleinere Gruppierungen christdemokratischer Orientierung. Der LDK mit Hauptsitz in Zürich leistet zurzeit Aufbauarbeit und stösst auf mannigfache Probleme, die nachfolgend kurz zu erwähnen sind:
 - Die Kosovo-Albaner werden selbst bei einer offiziellen Anerkennung Serbiens als neues Jugoslawien nicht bereit sein, ihre Kinder in einen staatlich organisierten Zusatzunterricht zu schicken. Sie wollen eigene Strukturen aufbauen. Zu diesem Zwecke befindet sich, wie oben bereits erwähnt, ein Koordinator in der Schweiz. Ueberall ist man daran, eigene Elternvereine aufzubauen, die in einer gesamtschweizerischen Dachorganisation zusammenschlossen sein werden.
 - Die Kosovo-Albaner haben Schwierigkeiten, ihren Pass verlängern zu lassen. Die Botschaft verlangt gemäss einem neuen Dekret die Unterzeichnung eines Loyalitätsformulars, womit die Zugehörigkeit zum (gross-serbischen) Jugoslawien deklariert wird. Gleichzeitig werden zweierlei Nachforschungen angestellt: (1) für junge Leute zwischen 20 und 30 Jahren, ob sie den Militärdienst geleistet haben; (2) in allen Fällen, ob Familienangehörige politisch

- 4 -

aktiv sind bzw. gewesen sind. Je nach Ergebnis der Nachforschungen wird der Pass nicht verlängert, sondern es wird nur ein Ausreisepapier erstellt.

Problematisch scheint die Situation der Saisonniers zu sein. Für die Zusicherung zu einer Saisonbewilligung im kommenden Jahr wird ein Pass mit entsprechender Gültigkeitsdauer verlangt. Es wird deshalb befürchtet, dass 1993 viele Saisonniers nicht mehr einreisen können, auch wenn der Arbeitgeber zu einer neuen Saisonbeschäftigung bereit wäre. Die Vertreter des LDK fragen, was in solchen Fällen getan werden könne.

- Grosse Sorgen macht sich der LDK bezüglich Umwandlungsmöglichkeiten für Saisonniers. Da für eine B-Bewilligung ein entsprechender Arbeitsnachweis erforderlich ist, wird für viele eine Umwandlung bei der heutigen Beschäftigungslage nicht möglich sein, obwohl die Voraussetzung der 4-9 Monate erfüllt ist. Zwei zentrale Fragen stehen im Vordergrund: Werden jene Saisonnier, die 1993 keine Arbeit finden, allenfalls 1994 wieder kommen können (dies im Hinblick auf die vom Bundesrat 1991 beschlossene Uebergangsfrist von 2-3 Jahren)? Werden diese Saisonniers später (z.B. 1994) umgewandelt werden können, wenn sich bis dahin die Beschäftigungslage gebessert hat und wenn 1993 keine 9monatige Saison zustandegekommen ist?
- Nach Erfahrungen des LDK haben sehr viele Saisonniers im Rahmen der Umwandlung zwar eine B-Bewilligung erhalten; sie können aber ihre Familien wegen der geltenden Bestimmungen (angemessene Wohnung / genügendes Einkommen) nicht nachkommen lassen. Die Gefahr ist gross, dass durch die geographische Trennung die Familie auseinanderfällt.

FAZIT:

Sind den Ausschussmitgliedern und den Behörden die geschilderten Problempunkte bereits bekannt? Wurde etwas unternommen bzw. was lässt sich tun?

5. Die Boykottmassnahmen gegen Serbien treffen angeblich besonders die Kosovo-Albaner. Hinzu kommt, dass die serbische Politik die Verdienstmöglichkeiten für Kosovo-Albaner weitgehend unterbindet. Viele leben daher vom Lohn des Saisonniers in der Schweiz. Häufig unterhält der Saisonnier gleich mehrere Familien (Tradition der Grossfamilie).
6. Die Bundesbehörden sahen sich gezwungen, die Auszahlung von Versicherungsleistungen nach Serbien, Montenegro, Mazedonien und Bosnien bis auf weiteres zu sistieren (vgl. beiliegender Bundesratsbeschluss).

Bern, 3.12.92
Ri/bn

R. Riedo

- Boudry OK
etwas zu lang
- Ghali Assima gegeben

Dr. Köppel gem. 1.01.92
Korrekturen

Textentwurf für Pressecommuniqué Jugoslawien

Die Eidgenössische Kommission für Ausländerprobleme (EKA) hat sich 1992 wiederholt mit den schrecklichen Ereignissen im ehemaligen Jugoslawien und den Auswirkungen auf die Emigranten aus diesen Regionen befasst. Sie ist besorgt über die dramatische Lage und die ^{verachtende Verhaltensweise} zutiefst menschenächtenden Handlungsweisen. Sie befürwortet die vom Bundesrat bisher getroffenen Hilfsmassnahmen und ermutigt ihn zu weiteren solchen Schritten.

Die Entwicklungen prägen ebenfalls den Lebensalltag der rund 230'000 albanischen, bosnischen, kroatischen, mazedonischen, montenegrinischen, serbischen und slowenischen Arbeitskräfte und deren Familienangehörigen in der Schweiz. Die EKA warnt vor der Tendenz, diese Einwanderer für die Kriegshandlungen pauschal zu verurteilen. Diese Mitmenschen leben zudem oft schon lange in der Schweiz und sind bemüht, ^{hier} sesshaft und mit unseren Verhältnissen vertraut zu werden.

Die Auseinandersetzungen im ehem. Jugoslawien

Das Morden und Leiden der Menschen im ehemaligen Jugoslawien hat auch in der Schweiz zu grossen Spannungen zwischen den verschiedenen ethnischen Gruppen geführt. ^{diesen Satz streichen} Die emotionsgeladene Stimmung mag verständlich sein. Die EKA ruft jedoch die verschiedenen Kreise zu mehr Toleranz und Dialogbereitschaft auf und ersucht Sie, dem kürzlich erfolgten Friedensappell der katholischen, muslimischen und serbo-orthodoxen Würdenträger nachzuleben.

Die EKA ersucht schliesslich die Kantone um grössere Nachsicht in ihrer Visumspraxis. Die Sonderregelung des Bundes gegenüber Kriegsoptionen aus Bosnien-Herzegowina, gültig für Ehegatten, minderjährige Kinder und Eltern von Arbeitskräften, darf nicht dazu führen, dass ordentliche Besuchsaufenthalte für die übrigen Personengruppen und für Menschen aus anderen Regionen des ehemaligen Jugoslawiens drastisch eingeschränkt werden. ^{Diese} Eine solche Praxis wäre aus menschlichen und integrationspolitischen Gründen nicht haltbar. Ordentliche Besuchsaufenthalte sollen zumindest für en-

- 2 -

gere Familienangehörige möglich sein, falls die Gastgeber in der Schweiz die erforderlichen Garantien bezüglich Unterkunft und Aufenthaltskosten abgeben. Zu den engeren Familienangehörigen sind nach Ansicht der EKA auch volljährige, bereits verheiratete Kinder und die Enkelkinder zu zählen.

T 230.000 Arbeitskräfte und deren Familienangehörigen in der Schweiz. dodis.ch/63218

Il n. Ghedi

Textentwurf für Pressecommuniqué Jugoslawien

T
230'000
Die Eidgenössische Kommission für Ausländerprobleme (EKA) hat sich 1992 wiederholt mit den schrecklichen Ereignissen im ehemaligen Jugoslawien und den Auswirkungen auf die Emigranten aus diesen Regionen befasst. Sie ist besorgt über die dramatische Lage und die zutiefst menschenächtenden Handlungsweisen. Sie befürwortet die vom Bundesrat bisher getroffenen Hilfsmassnahmen und ermutigt ihn zu weiteren solchen Schritten.

Die Entwicklungen prägen ebenfalls den Lebensalltag der rund 230'000 albanischen, bosnischen, kroatischen, mazedonischen, montenegrinischen, serbischen und slowenischen Arbeitskräfte und deren Familienangehörigen in der Schweiz. Die EKA warnt vor der Tendenz, diese Einwanderer für die Kriegshandlungen pauschal zu verurteilen. Diese Mitmenschen leben zudem oft schon lange in der Schweiz und sind bemüht, hier sesshaft und mit unseren Verhältnissen vertraut zu werden.

Das Morden und Leiden der Menschen im ehemaligen Jugoslawien hat auch in der Schweiz zu grossen Spannungen zwischen den verschiedenen ethnischen Gruppen geführt. Die emotionsgeladene Stimmung mag verständlich sein. Die EKA ruft jedoch die verschiedenen Kreise zu mehr Toleranz und Dialogbereitschaft auf, und ersucht Sie, dem kürzlich erfolgten Friedensappell der katholischen, muslimischen und serbo-orthodoxen Würdenträger nachzuleben.

Die EKA ersucht schliesslich die Kantone um grössere Nachsicht in ihrer Visumspraxis. Die Sonderregelung des Bundes gegenüber Kriegsopfern aus Bosnien-Herzegowina, gültig für Ehegatten, minderjährige Kinder und Eltern von Arbeitskräften, darf nicht dazu führen, dass ordentliche Besuchsaufenthalte für die übrigen Personengruppen und für Menschen aus anderen Regionen des ehemaligen Jugoslawiens drastisch eingeschränkt werden. Eine solche Praxis wäre aus menschlichen und integrationspolitischen Gründen nicht haltbar. Ordentliche Besuchsaufenthalte sollen zumindest für en-

- 2 -

gere Familienangehörige möglich sein, falls die Gastgeber in der Schweiz die erforderlichen Garantien bezüglich Unterkunft und Aufenthaltskosten abgeben. Zu den engeren Familienangehörigen sind nach Ansicht der EKA auch volljährige, bereits verheiratete Kinder und die Enkelkinder zu zählen. ✓